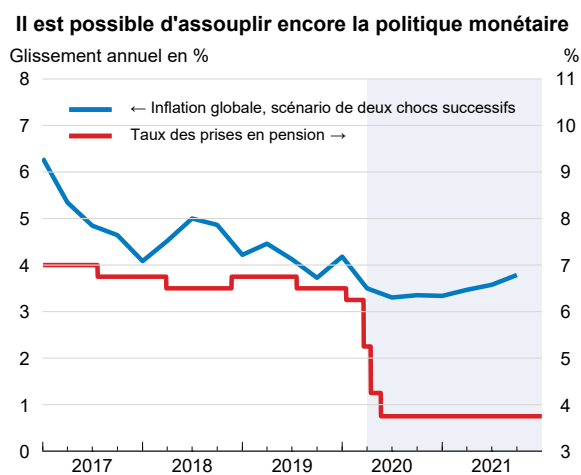
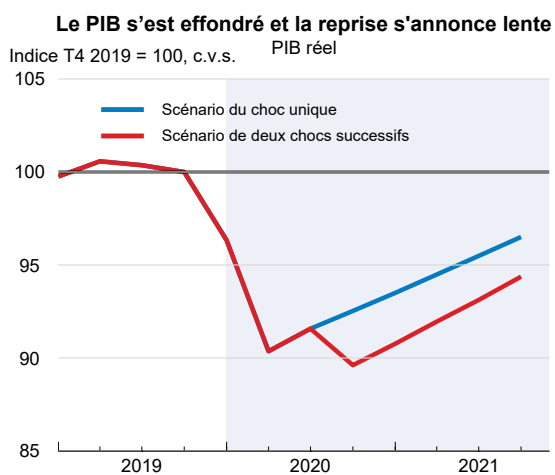


Afrique du Sud

La crise de COVID-19 ne fait qu'ajouter aux difficultés économiques déjà sérieuses de l'Afrique du Sud, avec une croissance déprimée, des déficits budgétaires d'ampleur, une dette qui augmente et de fortes vulnérabilités sociales. Des mesures de confinement strictes ont réduit la production dans les secteurs essentiels et conduit à un effondrement de la demande. En vertu du scénario de deux chocs successifs, une nouvelle propagation du virus en Afrique du Sud et chez ses partenaires commerciaux aurait pour effet de diminuer les exportations, de creuser un peu plus le PIB, qui se replierait de 8.2 % en 2020 et de freiner la reprise en 2021, avec un taux de croissance de 0.6 %. La persistance des coupures électriques, la hausse de la dette publique et l'incertitude entourant l'action publique continueront de brider l'investissement et la production. En vertu du scénario du choc unique, l'activité économique céderait 7 ½ pour cent en 2020, avant de repartir progressivement à la hausse avec un taux de croissance du PIB de 2 ½ pour cent.

Le gouvernement a mis en place un vaste programme de soutien en faveur des bas salaires et des bénéficiaires des aides sociales, ainsi que des entreprises, en particulier des PME, touchées par la crise. Les initiatives visant à élargir ces aides aux travailleurs du secteur informel devraient être poursuivies. Il conviendrait de s'atteler aux problèmes structurels urgents, y compris à la restructuration des entreprises publiques, afin de rehausser le potentiel économique et de renforcer la marge de manœuvre budgétaire requise pour reconduire les mesures de soutien à l'économie. Les mesures sectorielles ciblées du plan de sauvetage du gouvernement devraient être prolongées. Ainsi, le fonds de secours pour le tourisme devrait être doté de ressources supplémentaires et prolongé jusqu'à la mi-2021, notamment si une seconde vague épidémique devait déferler d'ici la fin de l'année. Par ailleurs, face à une inflation en sourdine tout au long de la période considérée, il reste de la marge pour un nouvel assouplissement de la politique monétaire.

Afrique du Sud



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; et Banque de réserve sud-africaine (SARB).

Afrique du Sud : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de ZAR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
Afrique du Sud: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	4 348.8	1.4	0.8	0.2	-8.2	0.6
Consommation privée	2 584.4	2.1	1.8	1.0	-6.5	0.8
Consommation publique	906.3	0.2	1.9	1.5	2.5	2.3
Formation brute de capital fixe	846.6	1.0	-1.4	-0.9	-15.1	-1.0
Demande intérieure finale	4 337.3	1.5	1.2	0.8	-6.1	0.8
Variation des stocks ¹	- 11.3	0.4	-0.2	0.0	-1.1	0.0
Demande intérieure totale	4 325.9	1.9	1.0	0.7	-7.5	0.8
Exportations de biens et services	1 333.0	-0.7	2.6	-2.5	-12.5	1.5
Importations de biens et services	1 310.2	1.0	3.3	-0.5	-10.0	2.0
Exportations nettes ¹	22.8	-0.5	-0.2	-0.6	-0.5	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.6	3.3	4.2	2.7	3.3
Indice des prix à la consommation	—	5.3	4.6	4.1	3.4	3.3
IPC sous-jacent ²	—	4.6	4.2	4.1	3.4	3.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.8	-3.4	-6.5	-10.0	-8.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.5	-3.6	-3.0	-3.1	-3.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138701>

Les mesures prises en amont ont aidé à ralentir la propagation de la pandémie

Le premier cas confirmé de COVID-19 a été enregistré le 5 mars. Depuis lors, la pandémie s'est diffusée en touchant plus fortement la province-capitale du Gauteng et le Cap-Occidental. L'Afrique du Sud est dotée d'un système de santé dual, caractérisé par des inefficiences importantes et l'inégalité d'accès à des soins de qualité. Le secteur privé, qui mobilise la moitié des dépenses de santé nationales, ne couvre que 17 % de la population. La majorité des lits de soins critiques et de soins intensifs (au nombre d'environ 3 000) se trouvent dans le système de santé privé. Toutefois, pour lutter contre la crise du COVID-19, les secteurs public et privé se sont rapprochés et ont mis en commun les ressources disponibles. Plus d'un tiers de la population souffre d'hypertension, 4.5 millions de personnes environ sont atteintes de diabète et plus de 70 % des femmes, et 40 % des hommes, sont en surpoids ou obèses, trois facteurs aggravant les risques de comorbidité face au COVID-19.

Le 15 mars, alors qu'on ne comptabilisait qu'un petit nombre de cas confirmés, le gouvernement a déclaré l'état de catastrophe nationale et a décidé à ce titre d'interdire l'entrée sur le territoire des personnes provenant de pays très contaminés, de mettre en place des tests de dépistage et, si nécessaire, de placer en quarantaine les voyageurs de retour de pays infectés. En une semaine, un confinement national a été mis en place et l'est resté pendant au total 35 jours. Les établissements scolaires et les universités ont été fermés, les transports arrêtés et les rassemblements, sous quelque forme que ce soit, interdits.

Afrique du Sud : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de ZAR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
Afrique du Sud: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	4 348.8	1.4	0.8	0.2	-7.5	2.5
Consommation privée	2 584.4	2.1	1.8	1.0	-5.8	2.3
Consommation publique	906.3	0.2	1.9	1.5	2.4	1.6
Formation brute de capital fixe	846.6	1.0	-1.4	-0.9	-13.9	2.4
Demande intérieure finale	4 337.3	1.5	1.2	0.8	-5.5	2.1
Variation des stocks ¹	- 11.3	0.4	-0.2	0.0	-1.1	0.0
Demande intérieure totale	4 325.9	1.9	1.0	0.7	-6.8	2.2
Exportations de biens et services	1 333.0	-0.7	2.6	-2.5	-10.8	5.6
Importations de biens et services	1 310.2	1.0	3.3	-0.5	-8.6	4.5
Exportations nettes ¹	22.8	-0.5	-0.2	-0.6	-0.5	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.6	3.3	4.2	2.9	3.8
Indice des prix à la consommation	—	5.3	4.6	4.1	3.5	3.7
IPC sous-jacent ²	—	4.6	4.2	4.1	3.5	3.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.8	-3.4	-6.5	-9.0	-7.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.5	-3.6	-3.0	-3.0	-2.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138720>

L'activité économique s'est effondrée

Depuis le début du mois d'avril, la grande majorité des entreprises (85 %) font état d'un chiffre d'affaires inférieur à la fourchette normale, et 46 % ont signalé des fermetures temporaires ou une interruption de leurs activités commerciales, selon une enquête menée par l'Office statistique. Outre le tourisme, la construction, les transports, l'immobilier et le secteur manufacturier sont parmi les activités les plus touchées. Certaines entreprises du secteur minier (8 % du PIB) ont dû tourner au ralenti. Dans l'ensemble des secteurs, moins de 20 % des entreprises ont été à même de poursuivre leur activité en régime normal, à l'exception de la sylviculture et de la pêche (30 %). Ces indicateurs corroborent des estimations en vertu desquelles le PIB aurait plongé d'environ 20 % du fait du confinement. Sur les deux dernières semaines d'avril, la caisse d'assurance chômage a versé des prestations à plus d'un million de travailleurs au titre du dispositif temporaire d'aide aux entreprises et aux salariés (TERS), qui aide les employeurs à maintenir le versement des salaires.

Les mesures monétaires et budgétaires prises rapidement par les autorités atténuent l'impact de la crise

Outre d'avoir ramené le taux de prise en pension de 6.25 % à 3.75 %, la Banque de réserve a augmenté ses apports de liquidités au secteur bancaire. L'autorité de surveillance prudentielle a revu en baisse les exigences de fonds propres et les réserves obligatoires applicables aux établissements de crédit, ramené le ratio de liquidité à court terme de 100 % à 80 % et assoupli les normes de comptabilisation des pertes dans le secteur financier. Sur le front budgétaire, le gouvernement a mis en place un plan de sauvetage/relance égal à 10 % du PIB afin de soutenir les ménages et les entreprises. Toutes les aides

sociales, en particulier, ont été augmentées de 500 ZAR pour une durée de six mois, et différents dispositifs, sectoriels ou modulés en fonction de la taille des entreprises, ont été établis et proposent des prêts, garanties d'emprunts, subventions, reports d'imposition, allègements fiscaux et subventions salariales.

Des obstacles structurels pèseront sur la reprise

Après quatre semaines de mise à l'arrêt de l'économie, les autorités ont amorcé un assouplissement progressif des mesures de confinement. Cette longue période de très faible activité a entraîné un effondrement de la production dans les services comme dans l'industrie manufacturière et le secteur minier. Dans le scénario de deux chocs successifs, cet épisode est suivi d'un nouveau repli de l'activité et des exportations au quatrième trimestre de 2020. Le plan de sauvetage du gouvernement permettrait de modérer la baisse de la consommation des ménages, mais l'investissement, en recul depuis les deux dernières années, plongerait à un niveau inédit. Dans le scénario du choc unique, la dépréciation du rand, qui s'est déjà amorcée sous l'effet de la détérioration des comptes budgétaires, n'aurait pas d'effet dopant sur les exportations tant la demande de produits de base reste atone, alors même que les cours de certains de ces produits (or, platine) sont hauts. Le niveau élevé des coûts de production continuerait de peser sur l'activité économique. Les mesures de délestage (coupures tournantes) opérées par les compagnies d'électricité demeurent un risque intérieur majeur. En revanche, une reprise plus rapide en Chine aurait des retombées sur la croissance de l'Afrique du Sud, via le redémarrage de la demande et le renchérissement des produits de base.

Des réformes structurelles urgentes sont nécessaires pour répondre à la crise et promouvoir une croissance plus inclusive

Les mesures ciblant les ménages vulnérables devraient être reconduites, si nécessaire, à l'issue des six premiers mois, notamment si l'épidémie est de retour. Le soutien aux travailleurs de l'économie informelle requerra de mieux les identifier et les cibler. Dans les secteurs les plus durement touchés (tourisme, restauration, etc.), l'accompagnement des entreprises devrait être poursuivi jusqu'au redémarrage de l'activité. Les autorités pourraient trouver les moyens de financer le plan de sauvetage en nouant des partenariats avec les institutions financières internationales et en empruntant sur le marché financier local, tandis que la Banque de réserve soutiendrait la liquidité du marché de la dette. Cela étant, la réforme qui prime sur toutes les autres pour libérer le potentiel de l'économie et restaurer la confiance est de s'atteler au chantier des grandes entreprises publiques, en particulier Eskom, l'entreprise publique d'électricité nationale en situation de monopole. Ces réformes sont urgentes pour créer les conditions d'un retour de l'investissement et de la croissance et restaurer la viabilité des finances publiques.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Afrique du Sud », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/c8d3396d-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.